

“GOOGLE EST UN CONTRE-POUVOIR POLITIQUE”

LE 1 NOVEMBRE 2012 PIERRE ALONSO

Le patron de Google, Eric Schmidt, était reçu par le président français avant-hier. Sur la table, un dossier législatif - la fameuse Lex Google – et la fiscalité. Le géant de l'Internet ne parle pourtant pas d'égal à égal avec les États, estime François-Bernard Huyghe, chercheur en sciences politiques.



Le géant de l'Internet, Google, est partout. Des révoltes arabes aux négociations avec la Chine, et plus récemment dans le bras de fer qui s'engage avec le gouvernement français soutenu par certains éditeurs de presse. Google parle-t-il d'égal à égal avec les États ? Non, répond en substance **Bernard-François Huyghe**, chercheur en sciences politiques et responsable de **l'Observatoire Géostratégique de l'Information** à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Pour le chercheur, *“le pouvoir de Google s'exerce par son influence sur les États, son volume financier et l'idéologie portée par son algorithme.”*

Ouverture d'un centre culturel à Paris, réception d'Eric Schmidt à l'Élysée : Google donne l'impression de se comporter comme un acteur politique sur la scène internationale.

Absolument, Google est un acteur politique et ce n'est pas entièrement nouveau. Google a d'abord le pouvoir d'attirer l'attention. Lorsqu'Eric Schmidt rencontre François Hollande, ce sont des milliards de clics qui font face à des millions d'électeurs. Google est aussi structuré par son idéologie, le *“don't be evil”*, soit le gain financier en respectant des normes morales. L'entreprise dispose d'un *think tank*, **Google Ideas**, qui lutte contre l'extrémisme et la violence et milite pour l'avènement de la démocratie libérale.

Google entretient aussi des relations proches avec le pouvoir américain, avec la Maison-Blanche. Pendant les révoltes arabes, Wael Ghonim a été l'une des figures en Égypte. En Chine, Google a négocié la censure de son moteur de recherche. Des négociations politiques ! Il a ensuite menacé de se retirer, ce qui a provoqué l'enthousiasme d'Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine.



LEX GOOGLE : ÉTAT DES LIEUX

Oh, les jolis sourires crispés ! Ce lundi 29 octobre, François Hollande, accompagné des ministres Aurélie Filippetti ...

Dans un rapport d'information à l'Assemblée, des députés notaient

l'année dernière que **“Google n'est en aucun cas un vecteur d'influence.”**

C'est un diagnostic erroné. L'algorithme lui-même est un vecteur d'influence ! Il permet de faire remonter ou non des informations. Google représente parfaitement une forme d'influence douce, de *softpower*.

À quel autre acteur de cette importance pourrait-on le rapprocher dans le secteur d'Internet ? On entend parfois l'expression *Maga* : pour Microsoft, Apple, Google et Amazon.

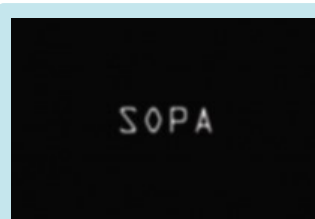
Google est un cas un peu différent des autres entreprises. Apple, Microsoft et Amazon vendent des produits. Google donne principalement accès à l'information, il hiérarchise l'information disponible, même s'il vend aussi des tablettes etc.

Des utopies, ou au contraire des dystopies, ont été écrites sur l'avènement des géants du web comme Apple ou Google au niveau des États. Le pouvoir d'influence de Google est-il une prémisse de ce changement radical ?

Les entreprises produisent des normes techniques qui influent sur le pouvoir politique. Ce n'est pas une coïncidence si la Chine essaie de reproduire un Google chinois. Le défi est de conserver la souveraineté et le contrôle. Les géants d'Internet ne produisent pas des lois au sens classique, mais ils ont une capacité d'influence grandissante en s'opposant aux gouvernements.

Sur la propriété intellectuelle, de grandes entreprises **se sont mobilisées** pour bloquer les projets de lois SOPA, PIPA... Google et les autres sont des contre-pouvoirs politiques et non des pouvoirs politiques. Ils ne remettent pas en cause la souveraineté étatique à ce jour.

Ce rapport au politique change-t-il le sens de la souveraineté ? Google ne dispose pas d'un territoire sur laquelle exercer sa souveraineté.



BLACKOUT SUR L'INTERNET AMÉRICAIN

Pour protester contre une loi anti piratage, des sites américains, dont Wikipédia, sont aujourd'hui inaccessibles. Un ...

Internet dans son ensemble pose la question de la souveraineté, de l'autorité suprême sur un territoire. Les États ont des difficultés à contrôler les flux : les flux d'informations comme l'a montré la tentative récente **d'adapter Twitter au droit français**, et les flux financiers. Le bénéfice de Google en France, environ 1,4 milliard, se joue des frontières.

Les outils de souveraineté classique ne sont pas très efficaces. Le pouvoir de Google s'exerce par son influence sur les États, son volume financier et l'idéologie portée par son algorithme.

Photo par **Spanaut** [CC-byncsa]

DOMINIQUE DUPAGNE

le 1 novembre 2012 - 10:17 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci pour cette analyse rafraîchissante. Google, porte d'entrée du web et pilier du Web 2.0 est en effet un contre-pouvoir, alors que beaucoup le considèrent comme un big brother parmi d'autres.

C'est l'algorithme de Google qui a mis sur un pied d'égalité les blogueurs et les journalistes, qui a mis à mal l'argument d'autorité qui prévalait jusqu'alors. Google condamne à être pertinent et à dire des choses intéressantes pour être lu. C'est très douloureux pour les hiérarchies habituées à contrôler leur communication et à utiliser la presse comme relais.

Google est le principal artisan du "many-to-many" remplaçant le "one-to-many" des médias de masse.

Le grand intérêt de Google est aussi d'être totalement dépendant de nous. Le jour où il brûlera son "don't be evil" nous irons voir ailleurs. Il est donc condamné à ne pas

maltraiter ses utilisateurs. J'ai personnellement plus confiance dans Google pour ne pas divulguer mes données que dans l'administration française.

Google est un des outils les plus puissants au service du maintien de la démocratie.

VOUS AIMEZ



11

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SEMPITERNEL

le 2 novembre 2012 - 13:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Sur l'algorithme et son influence sur l'obligation de pertinence, d'accord.

Mais dire que Google est totalement dépendant de nous... Votre analyse passe sous silence la obligations de rentabilité de Google, qui le rendent avant tout dépendant de son actionnariat. Cette dépendance prépondérante fait que Google cherche d'abord à capter ses utilisateurs, avant de leur fournir des outils pertinents.

Le temps passant, Google tend structurellement à faire glisser la dépendance dans le camp de ses utilisateurs. Le but : accéder au statut ultime pour une personne morale : un placement sûr et hautement rentable.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RIGAUT

le 1 novembre 2012 - 11:13 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Google c'est l'information par le peuple et non par des journalistes qui imposent leur point de vue ! C'est la vérité vraie de ce que pensent les citoyens

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

WILNOCK

le 2 novembre 2012 - 7:57 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Eexactement, la verite fausse, la rumeur et la diffamation qui se rependent partout grace a Internet, ca n'a que trop dure.

—> []

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BÉNÉDICTE KIBLER

le 9 novembre 2012 - 12:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Cet article est excellent, mais je voudrais ajouter 2 points:

1. L'algorithme de google est certes un vecteur d'influence mais il est lui-même influencé par les spécialistes en référencement naturel (seo).

Et en général ces compétences coûtent cher. Elles ne sont accessibles qu'aux entreprises qui en ont les moyens. Certes l'argument d'autorité ne prévaut plus, mais il n'y a pas de réelle égalité entre les émetteurs de contenu. Il faut certes un contenu pertinent et intéressant pour être bien positionné sur Google. Mais ce n'est plus suffisant.

2. Cet article pose la question du pouvoir et de la souveraineté d'un état. Il faudrait aussi, je pense, aborder l'influence exercée par la masse anglo-saxone sur l'Internet qui par essence est sans frontière. Google en est le colporteur...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

Google es una conspiración política | Poderes le 5 novembre 2012 - 15:52

[...] gobierno francés Owni publicó la nota que sirve de fuente y base íntegra para esta publicación: [Link Etiquetas: Googleinfluencianegociaciones](#)« Artículo AnteriorVeto confirma la desaparición de [...]